

RENCONTRE POUR LA PAIX ET LES DROITS DE L'HOMME

Organisation non Gouvernementale de Promotion et Défense des Droits de l'Homme au Congo, membre de la « Coalition Congolaise Publiez ce que vous Payez ! », du Réseau ESCR-Network-Economic and socio-cultural Rights, PeaceTree Network (PTN), de l'Association Internationale pour le Code de Conduite des Entreprises de Sécurité Privées (ICoCA), de la Coalition des ONGS pour la Cour Pénale Internationale (CPI), de la Coalition Africaine pour la Redevabilité des Entreprises (ACCA), du Réseau Initiative pour l'Afrique Centrale (INICA), de la Campagne Publiez ce que vous payez Congo, TLP Congo et contact national de Transparency International

Pointe-Noire, le 25 juin 2023

Communiqué de presse n°02/2023/RPDH/CN

FORETS ET FONCIER :

CES BESOINS A COMBLER DES FEMMES RURALES DU DEPARTEMENT DU KOUILOU !



Débat communautaire avec les femmes du village Manzi

Cette activité est réalisée avec l'appui du Norway's International Climate and Forest Initiative du gouvernement norvégien. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent pas nécessairement ceux du partenaire.

Riveraines des exploitations forestières et minières, les femmes des villages Doumanga (District de Mvouti) et Manzi (District de Kakamoeka) du département du Kouilou se disent négativement impactées et se sentent exclues de la jouissance des retombées de ces activités. Elles sollicitent, à cet égard, des mesures idoines aux problèmes spécifiques auxquels elles sont confrontées, du fait des illégalités forestières et foncières dans leur département.

Ces problématiques ont été exposées lors des débats communautaires organisés les 13 et 16 juin 2023 dans les localités précitées à l'initiative de la **Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH)** dans le cadre du projet **«Utiliser les politiques européennes pour protéger les droits et réduire la déforestation mondiale »**, en rapport avec le programme NICFI (Norway's International Climate and Forest Initiative) avec l'appui technique de FERN et financier de Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD). Ce projet focalise son attention sur l'implication des communautés locales dans les réformes de gouvernance visant l'utilisation durable des terres et des forêts.

L'objectif poursuivi par ces débats communautaires était de recueillir les avis des femmes rurales sur les défis majeurs et spécifiques auxquels elles font face du fait de l'exploitation des ressources naturelles (forestières, minières, etc.) de leur localité et des violations de la législation foncière et forestière.

Ainsi, les échanges ont permis de mettre en lumière plusieurs situations. Tel est le cas de **la raréfaction progressive des produits forestiers non ligneux dont elles tirent le maximum de produits, causée en grande partie par le rasage des espaces forestiers pour des besoins d'exploitation minière par exemple.**

Les femmes des localités visitées ont également déploré leur **exclusion des mécanismes de partage des bénéfices liés à l'exploitation des ressources naturelles**. Préoccupation soulevée : la caducité du barème d'indemnisation suite à la destruction des cultures. **Cette caducité est de plus en plus mise en avant, car celui de 1986 ne répond plus aux réalités actuelles en raison, entre autres, de l'augmentation du coût de la vie.**

En outre, les femmes du Kouilou ont requis en urgence **l'intégration dans les cahiers de charge de la construction des infrastructures sociales de base telles que les maternités et le financement des projets spécifiques visant à favoriser ou renforcer l'autonomisation des femmes rurales.**

Tout compte fait, les femmes rurales sollicitent de la part des parties prenantes de la gouvernance forestière et foncière au Congo (pouvoirs publics, entreprises et OSC), des solutions appropriées aux problèmes spécifiques des femmes rurales en rapport avec l'exploitation.



Interview des femmes du village Doumanga

Au terme de ces débats communautaires, la RPDH a aussi échangé avec différentes administrations locales, notamment les directions départementales de l'agriculture, de l'environnement, des mines et de l'économie forestière, le secrétaire général du département du Kouilou et le sous-préfet de Mvouti.

Ces autorités ont témoigné leur satisfaction quant à l'approche prônée par la RPDH en matière de vulgarisation de la nouvelle gouvernance forestière et foncière au Congo et des instruments et mécanismes internationaux ratifiés par la République du Congo. Elles ont affirmé leur disponibilité à travailler en synergie avec la RPDH pour apporter des solutions durables face aux problèmes spécifiques des femmes rurales en lien avec la gouvernance foncière et forestière dans le pays.

Cette activité est réalisée avec l'appui du Norway's International Climate and Forest Initiative du gouvernement norvégien. Cependant, les points de vue exprimés ne reflètent pas nécessairement ceux du partenaire.



NICFI

Norway's International Climate and Forest Initiative

Contact Presse : +242053583577, +242066295210, +242050198501